



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 2

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Tchad à financer sur le 11^e Fonds Européen de développement

Document relatif à l'action pour le programme d'appui à la gestion concertée des aires protégées et écosystèmes fragiles du Tchad (APEF)

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Programme d'appui à la gestion concertée des aires protégées et écosystèmes fragiles du Tchad (APEF) Numéro CRIS : TD/FED/2016/039-048 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République du Tchad L'action sera menée dans les zones suivantes : niveau central (Ndjamena) et niveau régional (Salamat, Guéra, Moyen Chari, Chari-Baguirmi, Ennedi, Borkou et Tibesti)	
3. Document de programmation	Tchad - Programme Indicatif Nationale pour le 11 ^e FED : 2014-2020, enveloppe A	
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Gestion durable des ressources naturelles (Secteur 2)	Aide Publique au Développement : OUI ¹
5. Montants concernés	Coût total estimé : 34 744 444 EUR Montant total de la contribution du FED: 33 000 000 EUR La présente action est cofinancée par des bénéficiaires de subvention potentiels pour un montant indicatif de: 1 744 444 EUR	
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion indirecte avec la République du Tchad	
7. a) Code(s) CAD	41030 - Diversité biologique	
b) Principal canal de distribution	12000 Gouvernement bénéficiaire	

¹ L'Aide Publique au Développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ».

8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	N/A			
10. Objectifs de développement durable (ODDs)	Objectif de développement durable (ODD) principal - ODD 15 "Vie terrestre" Objectif ODD secondaire – ODD 08: "Travail décent et croissance économique"			

RESUME

Ce programme, sous le Programme indicatif national (PIN) 11^e FED, secteur 2 "gestion durable des ressources naturelles", vise une démarche concertée de conservation, gestion et mise en réseau de plusieurs aires protégées (AP) et écosystèmes fragiles (EF) à haute valeur écologique, culturelle et touristique au Tchad. Il renforcera et pérennisera les appuis depuis plus de 25 ans de l'UE à la conservation et la gestion de la biodiversité au Tchad, en particulier au Parc National de Zakouma (PNZ), par capitalisation de l'expérience acquise et

son élargissement stratégique, à des écosystèmes et des patrimoines fragiles du Tchad, ne bénéficiant pas d'appui malgré de grande valeur régionale et de réputation mondiale.

Il correspond également à l'engagement conjoint exprimé dans le PIN d'assurer un meilleur équilibre géographique des appuis, puisqu'il concerne les deux zones éco-climatiques principales du Tchad : le Grand écosystème fonctionnel de Zakouma en zone soudano-sahélienne², et les massifs de l'Ennedi et du Tibesti, les Oasis du Borkou et les Lacs Ounianga au titre du patrimoine culturel et écologique de la zone sahélo-saharienne. Les expériences positives d'appui au développement local initiées sous le 10^e FED se reflètent dans la reconnaissance que la concertation est essentielle à la durabilité de la conservation des ressources naturelles au Tchad.

Le programme repose sur 3 résultats et privilégie une gestion contractuelle allégée avec un nombre limité d'opérateurs : (1) appui à la gouvernance, au financement durable et au renforcement institutionnel du secteur et de la lutte anti-braconnage ; (2) développement d'un modèle de conservation partagé du *Grand écosystème fonctionnel de Zakouma* ; (3) appui à la protection, la gestion durable et la mise en valeur des écosystèmes fragiles et sites patrimoniaux des espaces sahélo-sahariens. Le classement des sites en patrimoine mondial de l'UNESCO sera appuyé pour promouvoir leur conservation et leur valorisation.

Le programme s'inscrit dans l'approche de stabilité et développement qui sous-tend la stratégie de l'UE au Tchad et dans la région, et est complémentaire d'actions du Programme indicatif régional (PIR) du 11^e FED pour l'Afrique Centrale pour la conservation au Tchad en zone sahélienne (Ouadi Rimé - Ouadi Achim) et pour le renforcement des dispositifs de Lutte anti-braconnage (LAB) transfrontaliers Tchad-RCA-Soudan.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique

Pays enclavé dans un contexte géopolitiquement instable, le Tchad a une population est peu nombreuse et peu dense (13 millions d'habitants inégalement répartis sur un territoire de 1,3 millions km²) mais en croissance rapide (>3%/an) et majoritairement rurale (80%) avec l'agriculture et l'élevage comme principales sources de revenus hors pétrole. Une proportion importante de la population (38%) vit sous le seuil de pauvreté absolue³. Avec deux grandes zones éco-climatiques (soudano-sahélienne et sahélo-saharienne), le pays est hautement vulnérable au changement climatique. Traditionnellement agro-pastoral, il est devenu un pays pétrolier en 2003 mais les retombées du pétrole sur le développement socio-économique tardent à se concrétiser (184^e sur 187 pays pour l'Indice de développement humain (IDH) en 2014). La gouvernance, la gestion des finances publiques, le climat des affaires sont des défis importants pour accélérer le développement économique et humain. Les progrès dans l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont été timides, à l'exception de l'accès à l'eau potable dont la cible a été dépassée.

Le Tchad est reconnu pour son patrimoine écologique et culturel exceptionnel. Il possède une biodiversité exceptionnelle, globalement assez mal connue mais en danger suite aux multiples pressions éco-climatiques et anthropiques sur les écosystèmes qui s'accroissent (changement

² Parc National de Zakouma (PNZ), Réserves de Faune du Barh Salamat, Siniaka Minia, Abou Telfane et le Domaine de Chasse de Melfi-Roukum.

³ Proportion de la population pauvre disposant de moins de \$ 1,90 par jour. Le taux monte à 65% en considérant 3.10 USD par jour (Banque Mondiale).

climatique, surpâturage et dégradation, pression démographique, agricole, et pastorale, déforestation, braconnage alimentaire, commercial - et régional, volatilité du contexte sous régional). Malgré quelques espèces phares disparues, le Tchad offre encore une représentativité exceptionnelle d'un large spectre de catégorie des espèces (animaux, plants) liée à une grande diversité paysagère et un fort gradient nord-sud des écosystèmes et habitats. Le Tchad se caractérise également par les valeurs paysagères, historiques, culturelles et patrimoniales de ses espaces.

Bien que les dix aires protégées (AP) statutaires du Tchad s'étendent sur 130 553 km², soit 10% de la superficie totale du pays, cette protection est peu opérationnelle, de telle sorte que seuls 2,3 % des AP sont effectivement gérées.

Enfin on trouve au Tchad de nombreux sites préhistoriques, historiques et culturels de valeur inestimable. Une liste indicative de neuf sites a été établie en 2004 en vue d'une inscription aux Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Jusqu'à présent, seul le site des Lacs Ounianga a été inscrit en 2012 et les procédures de classement de deux autres sites (une partie du massif de l'Ennedi et le Parc National de Zakouma, PNZ) sont en cours.

1.1.1. Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

La conservation de la biodiversité et des écosystèmes fragiles est définie comme prioritaire dans le plan national de développement du Tchad (PND 2013-2015) et dans la vision 2030 du Tchad, en voie de finalisation, qui sera déclinée en plans quinquennaux successifs. Depuis plusieurs années le Tchad s'est positionné, au plus haut niveau de l'Etat, en véritable 'champion' de la conservation en Afrique Centrale, ce qui a permis d'atteindre des résultats remarquables par un dispositif concret de veille et de lutte anti-braconnage, et depuis 2011, un partenariat public-privé (PPP) entre la fondation African Parks Network (APN, Afrique du Sud) et le Gouvernement du Tchad pour la gestion déléguée du PNZ. Mais d'importantes faiblesses structurelles persistent à plusieurs niveaux.

Cadre politique, économique et institutionnel : Les textes légaux régissant la gestion de l'environnement au Tchad, en général, et les AP et les sites patrimoniaux en particulier, sont limités à 4 lois, dont la principale date de 2008 (Loi n°14/PR/2008), et les décrets d'application, intégrant un plan de gestion et modalités d'exercice de la chasse ont été promulgués en 2014. Par ailleurs, le Tchad s'était doté en mars 2000 d'une stratégie (révisée en 2014 mais jusqu'ici non opérationnelle) et d'un plan d'action national pour la biodiversité. La stratégie révisée en mars 2014, n'a jusqu'à présent pas connu d'application concrète. Une Politique Nationale de l'Environnement est en cours d'élaboration (soutenue par l'UE) et intègre la problématique de conservation des AP et des écosystèmes fragiles. Deux importantes stratégies de conservation sont en cours de validation: la *Stratégie nationale de conservation des éléphants au Tchad 2016-2020*, et la *Stratégie et plan d'action à l'horizon 2030 pour la conservation de la faune au Tchad* qui porterait le réseau des AP à 17% en superficie nationale. La mise en œuvre de ces politiques et stratégies souffre du manque de financements public (budget de l'Etat) et privé (chasse, tourisme).

Des efforts ont été faits pour promouvoir le patrimoine culturel des sites touristiques tels que le désert de l'Ennedi et du Tibesti. La contribution du tourisme à l'économie et à l'emploi reste timide, limitée notamment par un contexte géopolitique instable. Le classement des sites en patrimoine UNESCO permettrait de mieux valoriser la conservation au plan socio-économique, moyennant une véritable articulation entre conservation et développement touristique.

Concertation et développement territorial : La gouvernance des zones périphériques des AP y compris des importants corridors de migration de la grande faune n'est pas effective en

absence d'un cadre réglementaire et institutionnel pour assurer une véritable coordination du développement territorial, une concertation communautaire et une meilleure gestion de la cohabitation communautaire avec la faune sauvage. Les logiques et actions de conservation et de développement restent difficilement conciliables.

Cadre stratégique de l'appui de l'Union Européenne dans la conservation de la biodiversité

La présente action s'inscrit dans la Stratégie Sahel et contribue à la sécurisation des espaces sahélo-sahariens et sahélo-soudaniens en promouvant une utilisation concertée et durable. Cette thématique est un levier important de valorisation des potentialités locales pour les populations, créant des emplois et perspectives économiques, notamment pour les jeunes.

Elle s'inscrit dans l'initiative phare de l'Union européenne (UE), «Biodiversity for Life», la «Stratégie conjointe Afrique-UE (2007) et son plan d'action 2014-2017», et l'«Approche stratégique de l'UE pour la conservation de la nature en Afrique» adoptée en 2015 (Le PNZ et la réserve de faune de Siniaka-Mina représentent un des Paysages Prioritaires de Conservation de référence en Afrique Centrale). Elle est complémentaire de divers programmes régionaux (voir section 3.2).

1.1.2. Analyse des parties prenantes

- Les ministères de l'Environnement et des Pêches (MEP), ministère de la culture et du développement touristique (MCDT), les ministères et structures en charge de l'agriculture, de l'élevage, et de l'aménagement du territoire sont des acteurs institutionnels primordiaux, de même que le ministère du Plan et de la Prospective (MPP).
- Les communautés locales, y compris les éleveurs transhumants/sédentaires sont, outre les bénéficiaires finaux, des acteurs clés pour la cohabitation avec la faune sauvage et la conservation des écosystèmes.
 - Les partenaires techniques et financiers (PTF) actifs dans le domaine de la conservation et/ou du développement local, c'est-à-dire l'UE principalement, la Coopération suisse (DDC), la deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et des ONG nationales actives dans la conservation et lutte anti-braconnage (LAB) à base communautaire et la promotion du développement touristique des AP.
- La Fondation APN avec qui le Tchad a conclu un partenariat pour la gestion du PNZ et qui a initié et appuyé la mise en place du centre national de protection des éléphants (CNPE).
- Le Sahara Conservation Fund impliqué dans l'inventaire des gazelles et la réintroduction de l'Oryx (région du Batha, Réserve de faune Ouadi Rimé-Ouadi Achim).

1.1.3. Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Il n'y a pas de budget spécifique pour les Aires protégées (AP), ni pour la lutte anti-braconnage (LAB). Seules certaines recettes régaliennes (ex. taxes cynégétiques, amendes) sont disponibles. Le financement des projets environnementaux au Tchad est surtout externe,

provenant de partenaires peu nombreux⁴. La durabilité du financement des AP est la question clé de l'avenir de la conservation au Tchad.

Hors le PNZ, seules les AP de Manda et Sena-Oura ont une certaine capacité opérationnelle. Les autres AP, bien qu'en ayant le statut formel, ont globalement un déficit important d'aménagement, de protection et de financement (dès lors qualifiées de "paper parks") et soumises à un nombre croissant de menaces. Les dynamiques de conservation ne sont pas intégrées aux logiques de développement territorial et les écosystèmes protégés restent exposés aux pressions exogènes croissantes. La biodiversité, importante sur l'ensemble du Tchad, est réduite par aire protégée et en constante régression⁵ sauf au PNZ.

Etablis sur la base d'un diagnostic participatif exhaustif, les principes d'un appui de l'UE à la gestion durable des aires protégées (AP) et des écosystèmes fragiles (EF) au Tchad sont les suivants :

- Renforcer la gouvernance, la budgétisation, la concertation et la gestion des AP, de leurs périphéries et des EF à haute valeur écologique ;
- Consolider l'expérience du PNZ en l'élargissant à l'écosystème fonctionnel⁶ ;
- Développer une approche programme et de réseautage, et des outils de mobilisation et gestion des fonds pour une conservation concertée des AP et EF ;
- S'appuyer sur les processus d'inscription de sites au patrimoine mondial de l'UNESCO comme catalyseur pour préserver et valoriser les EF, notamment en zone saharienne ;
- Ancrer les démarches communautaires et de développement local en appui à la conservation dans une approche de développement territorial sur base des expériences et structures appuyées sous le 10^e FED ;
- Elaborer une stratégie nationale de LAB avec une forte base communautaire ;
- Renforcer la gestion communautaire de cohabitation avec la faune sauvage ;
- Maximiser la cohérence des actions sous différentes sources de financement.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau risque E/M/F	Mesures d'atténuation
Instabilité et/ou insécurité régionale (conflits politiques, terrorisme, orpaillage, trafics etc.)	E	- Promotion de l'appropriation par les communautés et la société civile, recours à des opérateurs expérimentés et au Partenariat Public-Privé - Approche incrémentale dans la zone saharienne - Renforcement de la sécurité et stabilité régionales par d'autres actions au Tchad et dans la sous-région ⁷
Faiblesse et/ou instabilité institutionnelle et déficit de financement public	E	- Mobilisation d'un service de 'coaching' (expertise conseil par un groupe de personnalités de réputation internationale ; Conseil international d'une 'agence' pérenne et autonome) - Focus sur dialogue et appui institutionnel en matière de gouvernance, de renforcement capacités et de budgétisation - Mise en place de mécanismes financiers novateurs (type fonds

⁴ Seuls trois parcs nationaux, le lac Tchad et la Réserve de Faune de Binder-Léré ont reçu des appuis significatifs des PTF, l'UE étant actuellement le principal dans le secteur avec 1 000 000 EUR par an pour le PNZ, soutenu depuis 27 ans par l'UE.

⁵ Les Gazelle dama, Guépard saharien, Elan de Derby, et Addax sont en voie de disparition au Tchad et Rhinocéros, Oryx en ont disparu.

⁶ Comportant les aires protégées adjacentes, les couloirs biologiques de migration de la faune, les communautés villageoises et nomades en périphérie du PNZ.

⁷ Appui aux forces de sécurité intérieure au Tchad sous le 11^e FED, Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique.

		fiduciaire) et de structure pérenne et autonome ('Agence') - Appui institutionnel spécifique dédié à la Maîtrise d'œuvre (MEP) avec encadrement fort par le programme d'Appui à l'Ordonnateur National du FED et possibilité, si besoin, de déléguer la coordination au ministère du Plan et de Prospective (ON)
Recrudescence du braconnage et mauvaise gouvernance (corruption)	M	- Appui au dispositif national et régional LAB par mise à échelle du modèle Zakouma et du CNPE - Renforcement du dispositif judiciaire
Evènement climatique extrême et pression des populations rurales à grande échelle	M	- Réseautage des écosystèmes fonctionnels y compris zones périphériques et corridors de migration de la faune - Gestion concertée des ressources en eau des zones pastorales en périphérie des AP
Faible capacité de coordination intersectorielle et territoriale ; faible capacités des opérateurs locaux	M	- Appui au rôle de coordination et d'action transversale du Gouvernement, pérennisation du dispositif de développement local - Instruction et mise en œuvre participative - Consortia d'ONG/opérateurs sur le terrain
Menace de l'intégrité territoriale des AP (front agricole, migration, braconnage alimentaire...)	E	- Augmentation des retombées bénéfiques pour les populations locales et meilleure implication de celles-ci dans la gouvernance des AP (gestion concertée et décentralisée, zones à gestion communautaire en partenariat avec opérateurs privés, etc.)
Hypothèses		
<ul style="list-style-type: none"> - Engagement du gouvernement pour des réformes assurant une bonne gouvernance, l'adéquation avec le mandat régalien des Ministères et services déconcentrés, et une durabilité politique (politique nationale de l'environnement), juridique (cadre légal), institutionnelle structure de gestion des AP) et financière (fondation, financements innovants tels les fonds fiduciaires pour jeter la passerelle entre conservation et développement local/territorial) en matière de conservation de la biodiversité et de LAB. - Consolidation et pérennisation du dispositif du développement local et territorial en cohérence avec la protection/conservation. 		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Depuis 5 ans, le PNZ est devenu « la vitrine » des AP bien gérées en Afrique centrale et occidentale, et est considéré comme le plus beau parc représentatif des écosystèmes soudano-sahéliens. La stabilisation des populations d'éléphants après une période de braconnage massif (diminution de la population de 90% entre 2006 et 2011) est à mettre au crédit de la nouvelle politique de gestion développée dans le cadre du partenariat public-privé (PPP) et de la coopération établie Sud-Sud entre le Gouvernement du Tchad et la fondation APN, avec l'appui du 10^e FED. Le PPP a également montré qu'il constitue un levier important pour diversifier les sources de financement. Malgré ces avancées très significatives en termes de conservation, la conciliation entre la conservation et le développement local d'une part, et d'autre part l'appropriation et la durabilité des actions, restent des maillons faibles des appuis. Un défi central reste en effet l'intégration de la conservation au développement local et plus encore au développement territorial. L'action proposée s'inspire dès lors de l'expérience acquise par la GIZ, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et des ONG appuyées par les projets de développement local sous le 10^e FED.

Il n'existe pas à l'heure actuelle d'instance de concertation et de coordination intersectorielles opérationnelle entre les différentes institutions concernées (environnement, tourisme, culture, agriculture, élevage, sécurité intérieure, justice, administration du territoire, infrastructures,) au niveau central et déconcentré (fonction partiellement assumée par les comités régionaux d'action, CRA), ni avec les ONG, projets et partenaires de la société civile. La Direction de la conservation de la faune et des aires protégées (DCFAP), manque de capacité opérationnelle et financière pour s'impliquer effectivement dans une telle concertation. Un appui

institutionnel fort et équilibré entre niveaux central et déconcentré, pour une la coordination effective entre les ministères concernés et avec l'administration locale autour des AP afin de générer des synergies entre conservation et développement territorial.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

La cartographie des acteurs a révélé un nombre très faible de programmes d'appui dirigés explicitement à la conservation de la biodiversité et la gestion des AP au Tchad (voir 1.1).

La coordination des différentes interventions des PTF est assurée par un groupe sectoriel « développement durable, environnement et changement climatique » émanation du comité des partenaires techniques et financiers (CPTF) du Tchad, qui regroupe l'UE, la France, l'Allemagne et les Etats Unis, le PNUD, la BAD et la Coopération Suisse.

La cohérence sera assurée avec des actions financées par le PIR 11^{ème} FED sous le programme ECOFAC VI, dans la zone sahélienne (Réserve de faune Ouadi Rimé Ouadi Achim, RFOROA, le plus vaste 'paysage prioritaire de conservation' dans la zone sahélienne) et le renforcement des dispositifs transfrontaliers de lutte anti-braconnage entre le Tchad, la RCA et le Soudan ; et les appuis précédents notamment au Réseau des Aires protégées de l'Afrique Centrale (RAPAC) le programme Biodiversity and Protected Areas Management (BIOPAMA) sous le 10^e FED.

Enfin, une synergie est attendue avec les programmes en appui à la stabilité régionale⁸, à la réforme de la sécurité intérieure et de la justice, et au développement pastoral au Tchad (PAFSI-II, PRAJUST-II, PASTOR) sous le 11^e FED, dans une approche globale de développement-stabilité.

L'appui au développement local est un élément central de la coopération actuelle de l'UE avec le Tchad dans le domaine environnemental et la plupart des programmes sont mis en œuvre par l'intermédiaire d'ONG et d'agences internationales en partenariat avec des ONG nationales (voir point 1.1, parties prenantes).

3.3 Questions transversales

Changement climatique : la nouvelle action s'inscrit dans les engagements pris par le Tchad lors de la COP21, énoncés dans la '*Contribution prévue déterminée au niveau national*' (CPDN) du Tchad en termes de réhabilitation des écosystèmes notamment en zone savane forestière (résilience des ressources en eau, fixation CO2 en masse végétale et sols).

Création d'emplois et opportunités pour la jeunesse : ce point représente un axe transversal du programme illustré dans le développement socio-économique des populations concernées par la valorisation des AP et EF (jeunes et femmes).

Egalité entre hommes et femmes, genre : l'action privilégie des actions de conservation, de développement socioéconomique (collecte, artisanat, transformation des produits, maraichage, etc.), et de gestion durable et apaisée des ressources naturelles avec une forte implication et un impact positif escompté sur les conditions de vie des femmes.

Fragilité : la structuration des populations locales permettra de renforcer le capital social des acteurs institutionnels et des usagers. Les investissements socioéconomiques communautaires et les démarches inclusives dans ce processus de conservation contribueront à réduire les conflits entre usagers et acteurs. De plus, les actions contribueront à une meilleure visibilité de l'Etat dans la zone saharienne particulièrement fragile proche de la Lybie.

⁸ Appuis au Multinational Joint Task Force (MNJTF) des pays du Bassin du Lac Tchad et au G5 Sahel.

Stratégie de sortie : le programme prévoit l'articulation des (i) mécanismes de durabilité politique (politique nationale de l'environnement), institutionnelle (renforcement capacités et performances; agence ou office) et financiers (fondation et financements innovants) des administrations en charge de l'environnement, du tourisme et du développement local/régional, (ii) un appui à un cadre de dialogue multisectoriel au niveau central et déconcentré en région.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Objectif global : Promouvoir la conservation durable et concertée de la faune sauvage, de la biodiversité et du patrimoine du Tchad au bénéfice des populations.

Objectif Spécifique : Promouvoir la gestion concertée des aires protégées et écosystèmes fragiles du Tchad.

- **Résultat 1 - Gouvernance, financement durable et renforcement institutionnel :** les capacités des institutions de conservation de la biodiversité, des aires protégées et du patrimoine sont renforcées.
- **Résultat 2 - Grand écosystème fonctionnel de Zakouma :** un modèle de conservation du Grand écosystème fonctionnel de Zakouma est développé et mis en œuvre de manière concertée.
- **Résultat 3 - Patrimoines sahélo-sahariens :** la protection, la gestion concertée et la mise en valeur des écosystèmes fragiles et sites patrimoniaux au bénéfice des communautés locales des zones sahélo-saharienne et saharienne sont assurées durablement.

Ce programme s'inscrit dans l'Agenda 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement les cibles de l'ODD 15 "*Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre une fin à l'appauvrissement de la biodiversité*". Il favorise aussi les progrès vers l'obtention des cibles de l'ODD 8 "*Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous*". Cela n'implique pas d'engagement de la part de la République du Tchad qui bénéficie de ce programme.

4.2 Principales activités

Les actions (A) prévues par résultat sont les suivantes :

Résultat 1 : Gouvernance, financement durable et renforcement institutionnel

A1 - Appui au développement et/ou à la révision du cadre juridique et réglementaire, d'outils de mise en œuvre de mécanismes de financement viables et redevables pour la conservation des aires protégées (AP) et des écosystèmes fragiles (EF). Cet appui au MEP, et plus particulièrement à la DCFAP, vise à la création d'une Agence nationale pour les aires protégées et écosystèmes fragiles et à l'élaboration de mécanismes de financement durable pour les AP, et particulièrement le PNZ.

A2 - Renforcement de la performance des dispositifs institutionnels nationaux existants (niveau central et déconcentré) en matière de conservation, de suivi et de lutte anti-braconnage (LAB) : l'appui au dispositif national de LAB et de suivi de la grande faune à travers le Centre national de protection des éléphants (CNPE) visera à coordonner les interventions dans le domaine de la conservation, réduire les conflits homme-éléphants et

compléter le dispositif réglementaire, juridique et judiciaire. Les capacités des services déconcentrés des ministères techniques en charge de l'environnement, de la planification territoriale, de la culture et du tourisme, seront également renforcées, notamment au niveau des comités régionaux d'action, CRA.

A3 - Appui à la gouvernance, à la budgétisation, au dialogue et à la coordination intersectorielle pour une meilleure intégration de la conservation dans les politiques nationales de développement, sous l'impulsion de la coordination nationale et l'assistance technique.

Résultat 2: Grand écosystème fonctionnel de Zakouma

A4 - Renforcement durable de la conservation au niveau du parc national de Zakouma (PNZ) et des aires de conservation adjacentes.

Cette composante vise à mettre en application un modèle de gestion concertée à l'échelle du grand écosystème fonctionnel de Zakouma, à travers la poursuite de la gestion déléguée, via un partenariat privé-public (PPP), actuellement avec African Parks Networks (APN), du PNZ et la réhabilitation de la Réserve de faune de Siniaka Minia (RFSM) en tant que 2^e poumon de la conservation de ce grand ensemble. Une clarification statutaire, juridique des aires protégées de ce grand ensemble (notamment la RFSM et la Réserve de faune du Barh Salamat, RFBS) est nécessaire ainsi qu'un renforcement des modes de gestion et de financement durable.

Ceci résultera en une augmentation significative des superficies des aires protégées effectivement gérées, et une amélioration des dynamiques de populations de la grande faune, ainsi qu'une réduction des délits de braconnage et des conflits homme-éléphants au travers de conventions négociées avec les éleveurs et agriculteurs pour la sécurisation de corridors de migration, notamment sur l'aménagement des points d'eau.

A5 - Appui au développement territorial et à la gestion et la valorisation communautaire des ressources naturelles et des habitats en périphérie des aires protégées pour contribuer au développement du modèle intégré et concerté du grand écosystème fonctionnel de Zakouma.

La sécurisation de modèles de cohabitation sera réfléchi et réalisée à l'échelle régionale, à travers l'établissement de schémas régionaux d'aménagement du territoire, d'outils de coordination des interventions (notamment pastorales et agricoles) sous l'égide des Comités régionaux d'action (CRA), l'appui aux comités de régulation des conflits, et le développement de fonds d'initiatives locales pour un développement basé sur une gestion et valorisation communautaire des ressources naturelles. La valorisation des recettes touristiques issues du domaine de chasse de Melfi (opérateur privé) fera l'objet d'une clé de répartition au bénéfice des populations locales pour une meilleure appropriation de la conservation et une participation des communautés riveraines aux actions de LAB et de suivi écologique. L'ensemble des activités seront menées au travers de subventions aux partenaires locaux, d'appuis aux opérateurs de la conservation (APN, Melfi), et de renforcement des capacités des institutions nationales et services déconcentrés pour rendre opérationnel un mécanisme de coordination et d'orientation du développement territorial dans les 2 régions principales concernées (Guéra, Salamat) au travers des instances du CRA. Etant donné que cette action A5 sera mis en œuvre par un autre consortium, il est particulièrement important d'assurer une coordination soutenue, régulier et d'établir une étroite synergie entre les actions d'APN/fondation Zakouma. A cet effet, APN/Fondation ainsi que tous les acteurs présents doivent être inclus dans le processus des décisions concernant l'utilisation/gestion des zones périphériques.

Résultat 3: Patrimoines sahélo-sahariens

L'axe principal sera la mise en place des conditions de réhabilitation, de création et de gestion concertée de sites prioritaires.

A6 - Appui à la création et à la gestion concertée d'une aire protégée sur le Massif de l'Ennedi : promotion de l'émergence d'un cadre de concertation au sein du CRA pour l'élaboration des orientations d'une future aire protégée dans le massif de l'Ennedi, ainsi que les dynamiques locales d'étude, d'aménagement et de réhabilitation de sites prioritaires du massif et de sa périphérie (gueltas, sites culturels, zones de conservation). L'aire protégée créée officiellement en mars 2016, *Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi*, sera viabilisée par l'élaboration et opérationnalisation d'un plan d'aménagement à base communautaire dans le cadre d'un PPP entre le gouvernement du Tchad et l'APN. Ce plan spécifiera des modes de gestion, conservation et suivi adaptés, la mise en place de conventions locales et règles de gestion partagée des sites prioritaires et le développement d'initiatives locales basées sur la gestion durable des ressources naturelles, patrimoniales et touristiques au profit des populations locales

A7 - Promouvoir la gestion concertée des ressources naturelles du patrimoine mondial des Lacs d'Ounianga, et appuyer la mise en œuvre et la révision du plan d'aménagement et de gestion du site du patrimoine mondial des lacs d'Ounianga : renforcement des capacités des comités locaux de gestion et du gestionnaire du site, la réalisation d'études et expertises complémentaires pour un suivi adapté des dynamiques naturelles évolutives du site, et la mise en œuvre, avec l'appui d'opérateurs locaux (ONG), d'activités de protection et réhabilitation comme la fixation de dunes, la lutte contre l'érosion, la gestion de l'eau et l'appui aux initiatives locales pour la redynamisation des agrosystèmes et patrimoines oasiens.

A8 - Appui à la réhabilitation/valorisation des patrimoines et écosystèmes sahariens du Borkou et du Tibesti : une démarche d'étude, d'identification et d'initialisation de futurs projets de réhabilitation et valorisation des patrimoines oasiens et sahariens du Tibesti et Borkou sera menée, avec l'appui d'un opérateur spécialisé dans les zones désertiques. Cette démarche de prospection-identification sera concentrée plus particulièrement sur les oasis de Faya et Bardaï. D'autres sites patrimoniaux peuvent être considérés. Elle aboutira notamment à l'établissement d'un diagnostic et plan de gestion des ressources en eau dans les oasis, la formation d'OSC locales pour le démarrage de petites opérations de remise en état de systèmes d'irrigation, et l'identification de projets et plans de développement pour l'avenir.

4.3 Logique d'intervention

La logique d'intervention se base sur les principes suivants :

- Articuler d'avantage les logiques de conservation et de développement local.
- Renforcer la performance et la redevabilité des institutions tchadiennes au niveau central et déconcentré par la mise en place d'outils et mécanismes de durabilité politique (stratégie/politique nationale), institutionnelle (agence/office, fondation, réseautage) et financière (partenariats et mécanismes de financements innovants).
- Consolider des initiatives existantes et en cours d'appropriation, résultant d'investissements du 10^e FED telles que le dispositif national LAB, le centre national de contrôle des éléphants, et les opérations de réintroduction d'espèces phares et les acquis en terme de développement local.
- Renforcer les capacités des institutions tchadiennes dans le dialogue, la coordination intersectorielle et la mise en œuvre du cadre juridique/règlementaire pour la conservation.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **60 mois** (5 ans) à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

5.4 Modalités de mise en œuvre

5.4.1 Gestion indirecte avec la République du Tchad

La présente action ayant pour objectif d'appuyer la République du Tchad dans la gestion concertée des aires protégées et des écosystèmes fragiles du Tchad, peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Gouvernement du Tchad conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 conformément aux modalités suivantes :

La République du Tchad agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés dont le montant est supérieur à 100 000 EUR (ou inférieur, en fonction de l'évaluation des risques) et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés dont le montant est inférieur à ce montant. La Commission procède à un contrôle ex ante des procédures d'octroi des subventions pour tous les contrats de subvention.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels les paiements sont exécutés par la République du Tchad pour les frais de fonctionnement ordinaires, les marchés en régie et les contrats dont le montant est inférieur à 300 000 EUR pour les marchés et dont le montant maximal est de 100 000 EUR pour les subventions.

La contribution financière couvre partiellement, pour un montant de 1.942.000 EUR, les coûts de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) 2015/323 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, la République du Tchad applique les

règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, seront fixées dans la convention de financement conclue avec la République du Tchad.

L'accord de partenariat public privé (PPP) pour l'écosystème Zakouma et le protocole d'accord (PA) pour la création de la réserve de l'Ennedi sont signés entre le ministère de l'Environnement et African Park Network (APN). Pour la mise en œuvre du PPP régissant le PNZ et le PA pour la gestion du patrimoine de l'Ennedi, il est prévu dans le cadre de la gestion indirecte avec le Tchad, d'octroyer deux subventions en attribution directe à APN (en consortium avec ses propres partenaires) pour la mise en œuvre des actions A4 et A6 (monopole du fait à l'opérateur du PPP). L'attribution directe d'une subvention se justifie par l'existence du PPP et PA signés entre le Gouvernement du Tchad et l'opérateur qui lui confère un monopole de facto pour la gestion de ces deux (02) aires protégées. Un appel à propositions sera lancé pour la mise en œuvre des actions A5 et de l'ensemble A7-A8.

Compte tenu du contexte difficile dans la zone saharienne du Tchad (sites isolés, nombre très limité des opérateurs potentiels, risques sécuritaires), un financement intégral à 100% est envisageable pour des subventions à des consortia d'opérateurs dans cette zone (A6, A7 et A8). Ces sites sahariens ont un caractère particulier du fait que l'exécution des activités est très coûteuse, de la faible présence d'opérateurs potentiels, de la faible couverture administrative, des conditions de travail pénibles. Cette région souffre encore plus que des autres parties du pays de la fragilité (pour mémoire, la situation de crise est renouvelée en 2016 pour le Tchad). Tous ces facteurs risquent de décourager des opérateurs locaux ayant la capacité technique requise et intéressés à travailler dans ces conditions mais de faible capacité financière, à participer dans un appel à proposition ou d'être inclus comme partenaires dans des consortia.

Pour les actions A4 et A5, un co-financement de 10% est attendu des attributaires des contrats. En effet, les opérateurs de capacités technique, administrative et financière suffisantes sont très peu nombreux vu le contexte économique et sécuritaire difficiles, et les conditions de mise en œuvre sur le terrain, et la présence très limitée de bailleurs de fonds au Tchad. Ils sont dès lors d'autant plus sollicités et pourraient très difficilement mobiliser une contribution élevée. La participation d'opérateurs locaux associés à des opérateurs internationaux sera favorisée moyennant contribution limitée. Un cofinancement de 10% semble adéquat.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	<i>Contribution de l'UE (montant en EUR)</i>	<i>Contribution indicative de tiers (EUR)</i>
5.4.1 Gestion indirecte avec la République du Tchad	30 900 000	1 744 444
Résultat 1 « Gouvernance, financement durable et renforcement institutionnel » A1-A3	7 500 000	0
• Contrat de service/AT (y compris contrat coaching)	3 300 000	
• Devis programme coordination nationale et régionales	4 200 000	
Résultat 2 « Grand Ecosystème fonctionnel de Zakouma » A4-A5	15 700 000	1 744 444
• A4: Subvention en attribution directe à APN (en consortium avec ses propres partenaires) PPP/Zakouma	10 000 000	1 111 111
• A5: Subvention via un appel à propositions	5 700 000	633 333
Résultat 3 « Patrimoines sahélo-sahariens » A6-A8	7 700 000	0
• A6: Subvention en attribution directe à APN (en consortium avec ses propres partenaires) PA/Ennedi	4 700 000	
• A7+A8: Subvention unique par appel à proposition	3 000 000	
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit, suivi	800 000	0
5.11– Communication et visibilité	300 000	0
Provisions pour imprévus	1 000 000	0
Totaux	33 000 000	1 744 444

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le Maître d'ouvrage est le MPP, Ordonnateur national (ON) du FED. Le MEP assurera la maîtrise d'œuvre et la DCFAP du MEP la maîtrise d'œuvre déléguée (MOD). Selon les besoins la coordination du programme pourra être transférée aux services du MPP sur simple lettre de l'ON adressée à la DUE et approuvée par la DUE. Cette configuration institutionnelle pourrait, si besoin en est, être ajustée en cours d'exécution par échanges de lettre entre l'ON et la délégation de l'UE.

Une cellule de **coordination** sera installée auprès de la maîtrise d'œuvre (MOD) au sein du MEP pour assurer la coordination opérationnelle entre la maîtrise d'œuvre et d'autres institutions concernées (élevage, agriculture, aménagement du territoire, culture et développement du tourisme, et autre), l'ensemble des activités régionales, et faciliter le dialogue intersectoriel. Elle sera chargée de rédiger, en étroite collaboration avec le Maître d'ouvrage et les autres parties prenantes, les lignes directrices des subventions pour les composantes régionales, et d'assurer le suivi des activités sur le terrain et le bon déroulement des audits techniques et financiers pour le contrôle de qualité, notamment des infrastructures. Ce suivi régulier renseignera aussi les indicateurs du projet. Le Coordonnateur national sera désigné par l'Ordonnateur National du FED sur la base de 3 CV proposés par le Ministre de

l'Environnement et de la Pêche, après approbation de la Délégation de l'Union Européenne (DUE). Le coordonnateur sera appuyé par un comptable et deux chargés de suivi des activités régionales sous les résultats 2 et 3, de même que d'autres personnels à identifier. Les personnels sauf coordonnateur seront recrutés après publication des postes. Le fonctionnement de la coordination sera assuré par devis programme (DP).

Une *Assistance Technique (AT)* court terme appuiera la coordination et la MOD en phase démarrage, assurera une formation de l'équipe de coordination, la MOD et du maître d'œuvre, et appuiera la rédaction des DP, termes de référence pour un contrat de services (AT long terme) et appels à propositions (AàP) en année 1.

Un contrat des services fournira :

- une assistance technique principale (ATP) en appui à la coordination nationale, notamment pour la gouvernance, budgétisation et dialogue sectoriel transversal,
- une assistance technique régionale (ATR) pour l'approche écosystémique dans les régions,
- ainsi qu'une provision non allouée d'expertise court-terme.

Les délégations régionales des différents ministères impliqués seront appuyées par l'ATR, dans les régions concernées par les résultats 2 et 3. Ensemble, elles assureront le suivi de la mise en œuvre de ces composantes régionales par les bénéficiaires des contrats de subvention. Une expertise de réputation internationale sera contractualisée pour assurer un suivi et 'coaching' indépendant, placée sous l'autorité du maître d'ouvrage. Le profil de cette expertise la permettra d'assumer ultérieurement la fonction du 'board' de l'agence à créer. L'agence sera mandatée par le gouvernement à assurer la gestion des aires protégées et des écosystèmes fragiles au Tchad. Son statut assurera une stabilité institutionnelle et personnelle, une indépendance managériale et une autonomie financière couplée avec la création des mécanismes de financement novateurs (ex. fondation, fonds fiduciaire). Le processus de création de cette agence est déjà déclenché et convertira essentiellement une facilité créée par APN et la direction du PNZ dans une agence nationale dotée d'une autonomie de gestion et financière.

Un *Comité régional de suivi-coordination* sera mis sur pied sous l'égide des Comités régionaux d'action (CRA) des régions concernées pour chacun des résultats 2 et 3. Le comité régional des CRA assurera l'intersectorialité et la concertation entre les partenaires et institutions concernés. Il se réunira au moins deux fois par an sous la présidence du Gouverneur ou du Délégué Régional du Plan. Le fonctionnement sera assuré par le DP de la coordination APEF.

Un *Comité de pilotage* sera mis en place et présidé par l'ON du FED pour superviser et approuver l'orientation générale de la ligne d'action du programme. Le CP se réunira 1 fois/an et regroupera les représentants des ministères concernés, la DUE comme observateur, et à titre consultatif des représentants de la société civile, du Réseau des aires protégées de l'Afrique centrale (RAPAC) et du Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO et se réunira une fois par an.

Un *Comité de suivi opérationnel (CSO)* sera mis en place et présidé par le maître d'œuvre pour le suivi opérationnel et technique du programme (aspects techniques, administratifs et financiers). Ce CSO se réunira tous les 3 mois et sur une base ad hoc.

Mesures d'accompagnement :

Le gouvernement du Tchad s'engage à :

- ériger en Fondation l'Association *Fondation de Zakouma (AFZ)* créée en 2015, en lui conférant un statut d'utilité publique lui permettant de prétendre à des donations, des

subventions et des fonds extérieurs et une capacité de gestion autonome de ces fonds au profit du Grand écosystème fonctionnel de Zakouma.

- Réaliser une analyse financière et budgétaire du domaine de la conservation au sens large et du financement des institutions correspondantes, pour faciliter la mise en place d'une future Agence/Office National des Aires Protégées et la création de mécanismes de durabilité financière de la conservation et de la gestion durable des habitats du Grand écosystème fonctionnel de Zakouma (fonds fiduciaire) y compris un outil de gestion fonctionnel dédié (agence de développement local).
- Délocaliser le village de Bône en dehors de la limite du PNZ au cours de la première année de mise en œuvre du présent programme (cf. arrêté ministériel «portant mise en place du Comité de relocalisation du village Bône » suite au Comité de pilotage du PNZ de janvier 2016). La délocalisation sera faite dans un esprit de négociation, de concertation et du respect des intérêts des villageois selon le cadre légal en vigueur.

Mobiliser les cadres nationaux en nombre et qualité nécessaires aux différents niveaux.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, les partenaires de mise en œuvre (MPP, MEP, MCDT et opérateurs) doivent établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins deux fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés, et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

Pour mesurer les impacts et résultats attribuables au présent appui, la situation de référence de chaque résultat/objectifs sera établie au démarrage de la mise en œuvre du programme. Un contrat de service ou un expert court terme mobilisable sur contrat d'assistance technique sera engagé pour réaliser ladite situation de référence sous l'étroite supervision de la coordination nationale du programme. Les coûts de réalisation de la situation de référence seront imputés de la présente convention de financement. Un dispositif de suivi/évaluation sera également mis en place au démarrage de la mise en œuvre du programme par coordination nationale. Ce dispositif de suivi/évaluation mettra en place les fiches de suivi et de collecte des données qui permettra de consolider les données mesurant les indicateurs au fur et à mesure de la mise en œuvre du programme. Au cas où certaines données ne sont pas disponibles, il est possible de réaliser une deuxième étude complémentaire d'établissement de la situation de fin d'exécution.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants.

Une évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes, analyser la performance des acteurs, capitaliser des expériences et ajuster l'orientation de certaines actions.

Une évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier de la nature 'multi-acteurs' de l'action et des résultats innovants attendus tels que la création d'une agence, l'émergence de mécanismes de financement durables des AP et l'application d'une véritablement approche intégrée sur le terrain.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

De façon indicative, ces évaluations seront conclues par deux marchés de services d'évaluation au titre d'un contrat cadre, en fin d'années 2 et 5 respectivement.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants, des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions, et des contrôles techniques notamment pour les grands travaux d'infrastructures.

Les devis-programme, les contrats de services d'AT et les subventions seront audités conformément aux procédures en vigueur.

De façon indicative, ces audits seront réalisés via trois contrats (services ou contrat cadre) pour les vérifications des dépenses de deux (02) devis programmes au 1^{er} trimestre de 2018 et 4^e trimestre 2021 et un contrat de service pour les contrôles techniques notamment pour les grands travaux d'infrastructures au 4^e trimestre 2018.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Les activités de communication et de visibilité font partie intégrante de l'action. Dans toutes les activités de communication et sur tous les supports de formation et de communication incluant les sites internet des partenaires, l'origine du financement du projet sera clairement mentionnée. L'action financera directement l'échange inter - ministériel formalisé à divers niveaux afin de soutenir le dialogue politique, la concertation et de promouvoir la visibilité du projet de l'UE et plus généralement du caractère transversal de la conservation et de la gestion durable des écosystèmes fragiles. Un site internet de l'action sera mis en place au niveau de la coordination nationale et alimenté par les documents de tous les partenaires de la mise en œuvre de l'action pour faciliter la diffusion.

La conception du site du programme fait partie intégrant du contrat de service de l'assistance technique auprès de la coordination nationale du programme.

6 CONDITIONS PREALABLES

Condition préalable à la conclusion d'un contrat de subvention avec le PPP :

Le gouvernement du Tchad et l'APN s'engagent à actualiser l'accord de partenariat public privé (PPP) qui les lie au regard de l'évolution du contexte du PPP et des responsabilités associées : champ d'intervention en extension avec le 11^e FED, notamment dans l'Ennedi, diversification des partenaires et sources de financement, perspective sur la Fondation Zakouma et la gestion du PNZ et du Grand écosystème fonctionnel de Zakouma.

APPENDICE: MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans nécessiter la modification de la décision de financement. Quand il n'est pas possible de déterminer les produits d'une action durant la phase de formulation, des effets intermédiaires devraient être présentés et les produits définis au démarrage du programme et de ses composantes. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes) pour les indicateurs de produits et d'effets, s'il y a lieu, et pour suivre et rendre compte des résultats obtenus. Notez aussi que les indicateurs devraient être désagrégés par sexe quand il y a lieu.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global : Impact	<i>Promouvoir la conservation durable et concertée de la faune sauvage, de la biodiversité et du patrimoine du Tchad au bénéfice des populations</i>	i) Taux de pauvreté des zones cibles par le programme	Plus de 55 % de la population vivant en deçà du seuil de pauvreté (SNRP II, 2012)	Diminution 15 % du taux de pauvreté dans les zones cibles pour l'année 2020	Rapport sur le développement humain publié par le PNUD : IDH Tchad et rapport Enquête sur la consommation des ménages et le secteur informel au Tchad (ECOSIT) de l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED)	<i>La sécurité des personnes et des biens est assurée dans les zones d'intervention</i>

		ii) Nombre d'espèces emblématiques du Tchad (Eléphants, Antilopes sahélo-sahariennes, lion, panthère, addax, gazelle dama, lamantin,	La population actuelle (2016) n'est pas connue A établir tout au long de la période 2017-2020	Nombre d'espèces emblématiques du Tchad (Eléphants, Antilopes sahélo-sahariennes, lion, panthère, addax, gazelle dama, lamantin,...) reste stable ou en augmentation à la fin de 2020	- Rapport annuel biodiversité du Ministère de l'Environnement et de la Pêche (MEP) - Rapports d'inventaires de la grande faune	
Objectif spécifique : Effets directs	<i>Promouvoir la gestion concertée des aires protégées (AP) et écosystèmes fragiles (EF) du Tchad</i>	iii) Superficie (ha) 1° des aires protégées des écosystèmes soudano-sahéliens conservées et 2° des aires protégées en écosystèmes sahélo-sahariens réhabilitées/créées avec l'appui de l'UE** (EURF I24 N2 et PIN Tchad 11 ^e FED)	300.000 ha (année 2016)	Au moins 1 000 000 ha en année 5.	rapport Convention sur la diversité biologique (CDB)	<i>Engagement du gouvernement pour assurer une durabilité politique, juridique, institutionnelle et financière de conservation de la biodiversité et de lutte anti-braconnage Volonté politique pour les réformes institutionnelles et budgétaires en équilibre avec le mandat régalien des institutions étatiques (ministères et</i>
		iv) Nombre d'initiatives locales de développement basées sur la gestion durable des ressources naturelles mises en œuvre avec l'appui de l'UE** (PIN Tchad) 11 ^e FED	Cinq projets /subventions (05) mis en œuvre pour la période 2012-2016	Au moins 10 projets/subventions mis en œuvre d'ici fin 2020	Enquêtes/suivi programmes	

		v) Statut de la politique nationale de protection de l'environnement en 2017** (PIN Tchad) 11 ^e FED.	La politique nationale de l'environnement est en cours de finalisation (2016)	La politique nationale de l'environnement est adoptée d'ici fin 2017	Texte de la loi adopté par le conseil de ministre	services déconcentrés)
		vi) Nombre total des éléphants (PIN Tchad) 11 ^e FED).	Population totale estimée à 1000 (2016)	Nombre d'éléphants stabilisé ou augmenté d'au moins 20 % en année 5	Rapports centre national protection éléphants (CNPE)	<i>Système de surveillance et de renseignements efficace, les troupes de pachydermes connus et suivis ne font pas l'objet de nouveaux abattages grâce au dispositif en place</i>
		vii) Nombre de cas de braconnage et de délits dans les AP sous gestion déléguée (par an)	A établir dans la phase introductoire du projet 2017"	Diminution d'au moins 30 % au bout de trois ans de gestion déléguée opérationnelle	Etude référence(base line) initiale Rapports lutte anti braconnage (LAB) / APN et CNPE Rapports centre national protection éléphants (CNPE)	<i>Une meilleure coordination entre les acteurs de la conservation de la faune sauvage, les autorités locales, les services décentralisés de justice</i>
		viii) Nombre de conflits élevage -conservation	A établir dans la phase introductoire du projet 2017"	Diminution d'au moins 40 % en année 5	Etude référence (base line) initiale Rapports d'activités PNZ et RFSM	<i>Bonne coordination et cohérence des interventions avec les projets pastoraux : Programme d'Appui Structurant à</i>

Résultats attendus : Produits						<i>l'Elevage pastoral - 11ème FED (PASTOR), Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS, Banque Mondiale) etc.</i>
	ix) Nombre de dossiers de délits de braconnage traités juridiquement après 12 mois.	A établir dans la phase introductive du projet 2017"	Diminution d'au moins 50 % en année 5	Procès-verbaux de condamnation de délits de braconnage.		<i>Partenariat entre le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Intérieur et le MEP</i>
	Résultat 1 (R1) : Gouvernance, financement durable et renforcement institutionnel : les capacités des institutions de conservation de la biodiversité, des aires protégées et du patrimoine sont renforcées.					
	i) Statut de l'Agence nationale autonome avec son conseil d'administration	L'agence nationale n'existe pas encore mais les réflexions sur les modalités de sa création sont en cours (2016)	L'agence est créée et fonctionnelle en année 4	Audit institutionnel et financier, Décret de la création de l'agence, PV des réunions, compte bancaire		<i>Volonté politique de créer une agence réellement autonome avec un Conseil d'Administration (CA) indépendant</i>
	ii) Montant d'autofinancement	Le niveau d'autofinancement sera établi après quatre ans d'opérationnalité, soit en 2021	L'agence nationale assure au moins 20 % d'autonomie financière à la fin de 5 années de fonctionnement	Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT), business plan de l'agence		<i>Volonté politique d'élaboration et de transparence d'un CDMT du MEP (Direction de la Conservation de la Faune et des Aires Protégées, DCFAP) et d'une future agence</i>

iii) Statut d'une fondation de droit tchadien,	Les textes de création de la fondation de Zakouma ont été validés par les parties prenantes (2016)	La reconnaissance légale de la fondation est effective avant fin 2018	Statut et reconnaissance juridique, PV des assemblées et CA, rapport d'activités	<i>La reconnaissance du statut de "fondation " comme préalable Une loi portant création de la fondation et du fonds fiduciaire est promulguée Intérêt porté par des partenaires financiers extérieurs sur la conservation au Tchad Le contexte institutionnel et les mécanismes opérationnels de protection du PN, tout comme le contexte géopolitique national, restent favorables Absence de catastrophe climatique exceptionnelle de type sécheresse impactant fortement les zones sahélo-sahariennes Conditions politiques et sécuritaires favorables: stabilité au niveau national</i>
iv) Création d'un Fonds fiduciaire des Aires Protégées	En 2016, le fonds fiduciaire pour les aires protégées n'est pas encore créé	Le fonds fiduciaire est créé et opérationnel d'ici fin 2020	Statut et reconnaissance juridique, PV des assemblées et CA, rapport d'activités	
v) taux d'autofinancement du Parc National de Zakouma (PNZ)	Le montant d'autofinancement sera établi lors de l'évaluation externe du partenariat APN et le Ministère en charge de l'environnement qui est prévue avant fin 2016	Le Parc National de Zakouma atteint un taux d'autofinancement d'au moins 30 % d'ici fin 2020	Rapports de suivi du business plan PNZ, rapport de la Fondation	
vi) Statut des modifications de La loi 14-2008 intégrant de nouveaux statuts d'AP adaptés aux contextes sahélo-sahariens	La loi 14-2008 n'intègre pas les nouveaux statuts d'AP adaptés aux contextes sahélo-sahariens (2016)	La loi 14-2008 révisée pour intégrer les nouveaux statuts d'AP adaptés aux contextes sahélo-sahariens avant fin 2018	Texte de loi, nouveau statut d'AP	
vii) Le Statut du domaine de la LAB (lutte anti braconnage) du CNPE dans les autres sites non couverts.	Le CNPE couvre actuellement (2016) 4 9 sites abritant des espèces menacées	CNPE est fonctionnel durablement et élargi au suivi des autres espèces de faune avant fin 2019	Rapports et outils de gestion-gouvernance centre national protection éléphants (CNPE)	

	viii) Statut des décrets et stratégies nationales contribuant à l'application d'une LAB efficace	Les décrets et stratégies nationales contribuant à l'application d'une LAB efficace n'existent pas en (2016)	Les décrets et stratégies nationales contribuant à l'application d'une LAB efficace sont adoptés d'ici 2018	Décrets et stratégie LAB adoptés par le conseil de ministre	<i>et aux frontières Maintien d'une très forte volonté politique pour la Lutte contre le Braconnage et la conservation des ressources naturelles (moyens affectés au niveau Garde Nationale Nomade du Tchad (GNNT) et autres ministères)</i>
	ix) Statut du personnel de l'équipe du dispositif de lutte anti braconnage (LAB)	Le personnel du dispositif de LAB n'est pas suffisamment équipé, ni formée en (2016)	Le personnel est équipé, formé et maîtrise le terrain d'ici fin 2018	Suivi CNPE, données Direction des Ressources Humaines (DRH) et Direction Générale des ressources forestières et de la faune (DGRFF) (personnel affecté, équipé et formé par région, nombre de colliers suivis)	<i>Maintien d'une très forte volonté politique pour la Lutte contre le Braconnage et la conservation des ressources naturelles (moyens affectés au niveau GNNT et autres ministères)</i>
	x) Statut d'un protocole harmonisé de collecte et suivi des données en matière de biodiversité et de gestion des habitats	En 2016, il n'existe pas encore un cadre harmonié de collecte des données sur la biodiversité et la gestion des habitats	Une plateforme de réseautage est établie et opérationnel d'ici 2018 pour capitaliser les données relatives à la biodiversité et la gestion des habitats	Atelier national de validation du protocole de suivi, outils de gestion, plateforme réseau d'AP	<i>Les institutions et les autres acteurs impliqués dans la conservation renforcent leur volonté et sont mieux disposés à partager et échanger les informations</i>

		xi) Nombre d'éléphants braconnés/an	Le nombre total et d'éléphants braconnés annuellement, n'est pas exactement établi en 2016 A établir dans la phase introductoire du projet 2017"	Le nombre d'éléphants braconnés annuellement baisse d'au moins 50% d'ici fin de l'année 5 du projet	Rapport étude situation de référence initiale (base line) Rapports centre national de protection des éléphants (CNPE)	<i>Possibilité de translocation des populations d'éléphants non viables situées hors des AP</i>
		xii) Statut du système de suivi de la LAB transfrontalière (régional) du PIR 11 ^e FED	Les données du système de suivi de la LAB transfrontalière du PIR 11 ^e FED ne sont pas régulièrement réunies en 2016	Le système de suivi de la LAB transfrontalière du PIR 11 ^e FED est régulièrement alimenté par les données des LAB nationales et les concertations locales dès 2018	Système de suivi régional PIR 11 ^e FED (au moins 2 fois/an)	<i>Amélioration de l'efficacité des outils LAB au niveau régional par intégration de l'expérience nationale tchadienne</i>
		xiii) Nombre de sessions du Comité Pilotage (CP) et du Comité de Suivi Opérationnel (CSO).	Les réunions du CSO sont organisées trimestriellement et annuellement pour celle du CP dès l'année 1 du projet (2017)	nombre de réunions tenues par chaque instance (CP, CSO) sont dans les délais avec les recommandations exécutées dès l'année 1 du projet (2017	CR des réunions (1 à 2 fois par an)	<i>Implication de tous les ministères concernés et des PTF dans un souci de développer une réelle intersectorialité, chacun devant y trouver un bénéfice dans son propre secteur ; synergie avec la plateforme pastorale</i>
		xiv) Nombre des sujets/thématiques traités/an par la plateforme intersectorielle	Le nombre de sujets/thématiques qui seront traités/an par la plateforme intersectorielle n'est pas encore défini en 2016. A établir lors de la phase introductoire du projet 2017"	Au moins 2 réunions par an à partir de l'année 1	Rapport étude situation de référence initiale (base line) CR réunions participation du projet APEF dans la plateforme pastorale	

	xv) Nombre d'actions/décisions prises par les Comités Régional d'Action (CRA)	Le nombre et type d'actions /décisions prises par les Comités Régional d'Action (CRA) n'est pas bien connue en 2016 A établir dans la phase introductoire du projet 2017"	Au moins deux actions /décisions sont prises annuellement pour contribuer à la cohérence et la coordination régionale des politiques et programmes par les approches écosystémiques de la conservation au niveau des régions concernées dès 2018	Système de suivi des résultats par composantes; CR de réunions des CRA	<i>Implication du Ministère du Plan dans la mobilisation des CRA sur des missions liées à la conservation et à la Gestion des Ressources Naturelles (GRN)</i>
Résultat 2 (R2) : Grand écosystème fonctionnel de Zakouma : un modèle de conservation du Grand écosystème fonctionnel de Zakouma est développé et mis en œuvre de manière concertée.					
	i) Statut du Plan d'Aménagement et de Gestion (PAG) (PNZ, RFMS, RFBS)	En 2016, le PNZ, RFMS, RFBS ne disposent pas encore du Plan d'Aménagement et de Gestion (PAG)	Le PAG élaboré, validé et en cours d'exécution pour les trois sites , fin 2018	Doc PAG validé au niveau ministériel	<i>Révision-réactualisation du Partenariat public-privé (PPP) entre APN et le gouvernement et extension aux AP adjacentes du PNZ révision statutaire des AP : Réserve de Faune de Siniaka Minia (RFMS), Réserve de Faune du Bahr Salamat (RFBS), Domaine de Chasse Melfi, Réserve de Faune d'Abou Telfane (RFAT)</i>
	ii) Statut de Fondation/Association Zakouma (AFZ)	En 2016, le statut de Fondation/Association Zakouma (AFZ) n'est pas encore reconnu	La reconnaissance légale d'utilité publique est effective avant fin 2018	Statut, rapport de Conseil d'Administration et rapport financier	<i>Existence légale d'une Fondation au Tchad</i>

	iii) Nombre des populations de grande faune inventorié	En 2016, un inventaire des populations de grande faune n'est pas fait	Inventaire des populations de grande faune disponible en 2019	Inventaires faunistiques; rapport de suivi écologique	<i>Moyens affectés à la surveillance, la LAB et la gestion des AP adjacentes par l'Etat</i>
	iv) Nombre des habitats de l'Ecosystème Fonctionnel de Zakouma qui sont étudiés	5 études sur les habitats sont disponibles en 2016	2 études sur les habitats de l'écosystème de Zakouma réalisés avant fin 2018	rapports d'études validés	
	v) Nombre de conventions signées avec les nomades pour la sécurisation des corridors de grande faune	Jusqu' à 2016, il y a 11 conventions signées avec les nomades et qui sont mises en œuvre	5 nouvelles conventions signées et mises en œuvre avant fin 2020	Rapports d'activités PNZ et RFSM;	<i>Bonne coordination et cohérence des interventions avec les projets pastoraux : Programme d'Appui Structurant à l'Elevage pastoral - 11ème FED (PASTOR), Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS, Banque Mondiale) etc.</i>
	vi) Nombre de Schémas régionaux d'aménagement du territoire intégrant les priorités de la conservation qui sont élaborés avec l'appui du projet	01 schéma régional d'aménagement du territoire intégrant les priorités de la conservation n'est disponible dans la zone de Zakouma en 2016	2 schémas régionaux d'aménagement du territoire intégrant les priorités de la conservation, sont élaborés avant fin 2019	Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) et Système de suivi des résultats par composante (SIDRAT)	
	vii) Nombre de familles du village de Bône relocalisées ayant retrouvé un système de production viable et infrastructures basiques hors limites du PNZ)	En 2016, la relocalisation des familles du village de Bône vers les zones hors limites du PNZ, n'est pas encore effective.	Au moins 300 familles (1500 personnes) relocalisées du village de Bône vers les zones hors limites du PNZ et avec un système de production viable et infrastructures basiques	Rapport CRA, APN, système suivi-évaluation du projet APEF	

			en fin 2020		volonté politique
		viii) Surface des corridors de migration de la grande faune sont sécurisés avec l'implication des comités locaux	En 2016, 10.000 km2 de surface de corridors sont sécurisés sur les 25.000 Km2 disponibles	15000 km2 sont sécurisés en fin de l'année 4 du projet	SIDRAT, APN (superficie des corridors sécurisés), Comité de régulation des conflits
		ix) Nombre des initiatives locales de développement basées sur la gestion durable des ressources naturelles dans les zones écologiques prioritaires du SRAT	05 initiatives locales / projets de développement communautaire mis en œuvre (2012-2016)	Au moins 10 initiatives locales exécutées, dont la moitié est faite au profit des groupements féminins dès l'année 2 du projet	Système de suivi des résultats; nombre des contrats de subvention en cascade (rapports du partenaire principal)
					<i>Bonne coordination et cohérence des interventions avec les projets pastoraux (ex. PASTOR, PRAPS...) et agricoles (ex. PAPAT), les Délégations Régionales (Agriculture, Elevage) et les comités de régulation de conflits</i> <i>Capacité des partenaires locaux (ONG locales, groupements informels, associations communautaires,...) à être renforcés durablement et mener à bien les initiatives de GRN</i>

	x) Montant des recettes touristiques de la zone de chasse Melfi alloué au développement communautaire/ LAB locale	Le montant des recettes touristiques de la zone de chasse Melfi alloué au développement communautaire/ LAB locale alloué n'est pas connu en 2016 A établir dans la phase introductoire du projet 2017"	Au moins 30 % des recettes touristiques sont destinées aux communautés riveraines et contribuent au fonctionnement des comités locaux de gestion, la LAB/suivi écologique villageois par les jeunes de la localité et à la réalisation des micro-initiatives	Arrêté révisé portant clé de répartition des revenus des domaines de chasse; et rapports des comités locaux de gestion	<i>Clarification statutaire du Domaine de chasse de Melfi par le MEP (limites, connaissance faune, règlement, PAG) et partenariat entre l'opérateur et les communautés; accord avec le Ministère des Finances</i>
Résultat 3 (R3) - Patrimoines sahélo-sahariens : la protection, la gestion concertée et la mise en valeur des écosystèmes fragiles et sites patrimoniaux au bénéfice des communautés locales des zones sahélo-saharienne et saharienne sont assurées durablement.					
	i) Statut du Plan d'Aménagement et de Gestion concertée (PAG) par le CRA des sites prioritaires de l'Ennedi et de sa périphérie	En 2016, les sites prioritaires de l'Ennedi et sa périphérie ne disposent pas encore d'un Plan d'Aménagement et de Gestion (PAG)	Le PAG validé est mis en œuvre en année 3 du projet	PAG concertée disponible; Système de suivi des résultats par composante	<i>Volonté des différents opérateurs et services déconcentrés de coopérer, engagement du gouverneur</i>
	ii) Superficie (ha) de la Réserve Naturelle et Culturelle de l'Ennedi (RNCE)	La réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi (RNCE) couvre une superficie de 211.300 ha , en 2016	Au moins 100.000 ha gérés par un PAG validé, fin de l'année 4 du projet	Décret interministériel signé superficie (ha) d'AP (MEP)	<i>Volonté des différents opérateurs et services déconcentrés de coopérer</i>
	iii) Existence des conventions locales et règles de gestion des sites prioritaires du massif et de la périphérie	En 2016, les conventions locales et règles de gestion des sites prioritaires du massif de l'Ennedi et de la périphérie ne sont pas encore élaborés	Au moins 04 conventions locales et règles de gestion sont élaborés et leur mise en œuvre lancée en année 3 du projet	Conventions locales validés par les autorités; Système de suivi	<i>Amendement / complément à la loi 14-2008 pour adapter le statut d'AP</i>

	iv) Nombre des initiatives locales de développement	Le nombre et type d'initiatives locales de développement dans le massif de l'Ennedi ne sont pas connus en 2016. A établir dans la phase introductive du projet 2017"	Au moins 05 initiatives locales de développement basées sur la gestion durable des ressources naturelles et du tourisme dans les zones écologiques/culturelles prioritaires de l'Ennedi	Rapports de partenaire, Système de suivi des résultats par composante nombre d'initiatives locales, groupes féminins et comités locaux opérationnels	<i>Solutions alternatives acceptables par tous les concernés et suivi efficace du respect des conventions locales</i>
	v) Statut du PAG des sites des lacs Ounianga	En 2016, les sites des lacs Ounianga ne disposent pas encore du Plan d'Aménagement et de Gestion (PAG)	Le PAG des sites des lacs Ounianga est élaboré, validé et en cours d'exécution	PAG révisé validé par Ministère de la Culture et du Développement Touristique (MCDT) et UNESCO	
	vi) Disponibilité des Etudes de réhabilitation des oasis (écosystème palmeraie) de Faya et Bardai	En 2016, les études de réhabilitation des oasis (écosystème palmeraie) de Faya et Bardai ne sont pas réalisées	2 études réalisées en fin 2018	Etudes disponibles, système suivi par composante	
	vii) Existence d'un plan de gestion des ressources en eau	En 2016, il n'existe pas de plan de gestion des ressources en eau dans les oasis (écosystème palmeraie) de Faya et Bardai	Un plan de gestion des ressources en eau dans les oasis (écosystème palmeraie) de Faya et Bardai est élaboré avant fin 2018	Document du plan de gestion d'eau, système suivi des résultats	<i>Etudes complémentaires approfondies réalisées en 5 ans (hydrogéologie, érosion, biodiversité,...)</i> <i>Possibilité de trouver un opérateur qualifié et intéressé; - dépend d'un budget externe</i> <i>Possibilité de trouver un opérateur qualifié intéressé; déminage des sites potentiels du Tibesti; dépend d'un budget externe</i>
	viii) Disponibilité des Etudes de valorisation des potentiels (écologiques, culturels, touristiques, paysagers,...) du Borkou et du Tibesti	En 2016, les études valorisation des potentiels (écologiques, culturels, touristiques, paysagers,...) du Borkou et du Tibesti ne sont pas disponibles	Une étude globale (aspects écologiques, culturels, touristiques, paysagers,...) du Borkou et du Tibesti est réalisé avant fin 2018	Etudes disponibles, système de suivi des résultats	

						<i>Stabilité politico - sécuritaire du Tibesti, déminage des sites potentiels et possibilité de trouver des chercheurs intéressés</i>
--	--	--	--	--	--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------